INTERVIEW

«MIEUX PLANTER UN NOMBRE DE PLANTS LÉGÈREMENT INFÉRIEUR, MAIS ASSURER LEUR SURVIE QUE MULTIPLIER LES PLANTATIONS SANS ENTRETIEN », HECTOR SANN'DO NAMMANGUE

GRATUIT

TOGO emergent

MAGAZINE MENSUEL D'INFORMATION N°039

JUIN 2026



Focus

LA MOBILISATION GAGNE DU TERRAIN

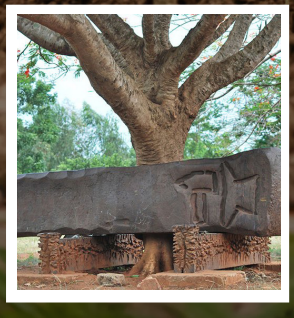
ÉDITORIAL

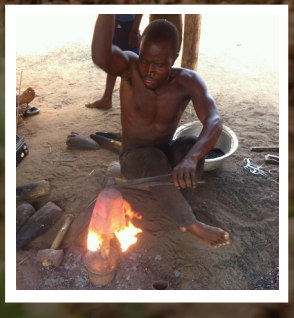
Vision 2040 : le nouveau contrat de transformation du Togo



IMMERSION

Yohonou, le village togolais qui abrite le plus grand marteau d'Afrique







SANTÉ

CONJONCTIVITES : NON, UN SIMPLE REGARD NE PEUT PAS VOUS CONTAMINER

POLITIQUE

CEDEAO – AES – GRANDS LACS : LE TOGO S'AFFIRME COMME LE GRAND MÉDIATEUR DE L'AFRIQUE

SOCIÉTÉ

ARBRES AU TOGO : LA LOI ET LES BONS GESTES

SPORT

LES ÉPERVIERS DU TOGO RETROUVENT-ILS ENFIN LE CHEMIN DU CIEL !



Derrière chaque projet réussi, il y a un artisan

IYA, des artisans professionnels
prêt de chez vous

CONTACTS & INFORMATIONS
+228 93 88 36 36

@iya.tg
www.iyatg.com



SOMMAIRE

4 ÉDITORIAL

VISION 2040 : LE NOUVEAU CONTRAT DE TRANSFORMATION DU TOGO

6 FOCUS

LA MOBILISATION GAGNE DU TERRAIN

10 INTERVIEW

«MIEUX PLANTER UN NOMBRE DE PLANTS LÉGÈREMENT INFÉRIEUR, MAIS ASSURER LEUR SURVIE QUE MULTIPLIER LES PLANTATIONS SANS ENTRETIEN », HECTOR SANN'DO NAMMANGUE

13 POLITIQUE

CEDEAO – AES – GRANDS LACS : LE TOGO S'AFFIRME COMME LE GRAND MÉDIATEUR DE L'AFRIQUE

16 ÉCONOMIE

TOGO : POURQUOI LA MER EST DEVENUE LA PLUS GRANDE RICHESSE DU PAYS !

463 MILLIARDS FCFA À MOBILISER EN 2026 : LE TOGO POURSUIT SA COURSE AUX FINANCEMENTS

29 SOCIÉTÉ

ARBRES AU TOGO : LA LOI ET LES BONS GESTES

23 SANTÉ

CONJONCTIVITES : NON, UN SIMPLE REGARD NE PEUT PAS VOUS CONTAMINER

25 SPORT

LES ÉPERVIERS DU TOGO RETROUVENT-ILS ENFIN LE CHEMIN DU CIEL !

28 PORTRAIT

EDOUARD AKAKPO-LADO, LE BÂTISSEUR DE SOLUTIONS MADE IN TOGO

31 TECH

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, NOUVELLE RECRUE DU MONDIAL 2026

33 IMMERSION

YOHONOU, LE VILLAGE TOGOLAIS QUI ABRITE LE PLUS GRAND MARTEAU D'AFRIQUE

ÉDITORIAL

Vision 2040 : le nouveau contrat de transformation du Togo



Avec la Vision 2040 dévoilée à Djamdè, Faure Gnassingbé fixe une ambition de long terme : doubler le niveau de vie moyen des Togolais et ramener la pauvreté sous la barre des 15 %. Mais au-delà du programme économique, ce cap apparaît comme le premier grand test de la Ve République. Dans ce nouveau cycle institutionnel, l'exigence est claire : mieux coordonner l'action publique, accélérer l'exécution et rendre le progrès visible dans la vie des citoyens.

Il y a des annonces qui valent autant par leur contenu que par le moment politique qu'elles inaugurent. Le séminaire gouvernemental tenu les 11 et 12 juin 2026 à Djamdè, dans la préfecture de la Kozah, appartient à cette catégorie. En dévoilant la Vision 2040, Faure Essozimna Gnassingbé n'a pas seulement fixé une nouvelle ligne d'horizon au Togo. Il a donné à la Ve République son premier grand chantier de transformation.

L'objectif est ambitieux : doubler le niveau de vie moyen des Togolais et réduire l'incidence de la pauvreté à moins de 15 % d'ici 2040. Une telle ambition ne peut se limiter à une addition de projets sectoriels. Elle appelle une méthode, une discipline et une capacité d'exécution. Elle impose surtout une exigence nouvelle à l'État : faire de la stabilité institutionnelle un levier de résultats concrets.

La Ve République ouvre, en effet, une séquence politique différente. Elle ne saurait être réduite à une réforme des textes ou à un nouvel agencement institutionnel. Elle porte une promesse plus large : celle d'une gouvernance mieux coordonnée, d'une action publique plus cohérente et d'une responsabilité renforcée dans la conduite des politiques nationales.

Dans ce cadre, la Vision 2040 devient une épreuve fondatrice. Elle dira, dans les années à venir, si la nouvelle architecture de l'État peut transformer l'ambition politique en progrès visible.

Car le développement ne se décrète pas. Il se pilote. Pendant longtemps, beaucoup de politiques publiques africaines ont souffert d'un mal bien connu : la dispersion. Des infrastructures sans chaînes de valeur, des réformes sans suivi, des investissements sans ancrage territorial, des ambitions sociales sans financement durable. La Ve République entend répondre à cette limite en organisant l'action publique autour d'objectifs clairs, d'indicateurs mesurables et de responsabilités mieux définies.

C'est là que la Vision 2040 prend tout son sens. Elle n'est pas seulement une promesse d'avenir, mais une feuille de route qui exige de l'État togolais une nouvelle culture de l'action. Planifier ne suffira pas. Il faudra arbitrer, coordonner, financer, exécuter, contrôler et corriger. La réussite dépendra moins de la force des annonces que de la capacité des institutions à produire des résultats.

Dans cette perspective, le rôle du Président du Conseil devient central. La nouvelle architecture institutionnelle confère à la conduite de l'action gouvernementale une importance décisive. Le défi sera de faire converger les ministères, les agences publiques, les collectivités territoriales, le secteur privé et les partenaires autour d'une même trajectoire. Une vision de long terme ne peut réussir si chaque acteur avance en silo. La Ve République devra donc être celle de la coordination, de la cohérence et de l'efficacité.

Le premier enjeu sera économique. Doubler le niveau de vie moyen suppose une croissance soutenue, mais surtout mieux répartie. Le Togo a déjà posé plusieurs jalons : modernisation des infrastructures, montée en puissance du Port autonome de Lomé, développement de la plateforme industrielle d'Adétikopé, inclusion financière, électrification, numérique, éducation et protection sociale. Mais l'étape qui s'ouvre est plus exigeante. Il ne s'agit plus seulement d'accumuler les chantiers ; il faut provoquer un changement de structure.

Cette transformation devra créer davantage d'emplois formels, soutenir les jeunes, renforcer les femmes entrepreneures, densifier le tissu industriel et réduire les fractures territoriales. L'ambition 2040 n'aura de sens que si elle devient perceptible dans le quotidien des ménages. Le revenu qui augmente, l'entreprise

qui grandit, le marché qui s'élargit, les opportunités qui se multiplient : voilà les vrais indicateurs de réussite.

Le deuxième enjeu sera agricole. Dans un pays où une part importante de la population dépend encore de la terre, l'agriculture demeure un levier décisif. Elle ne peut plus rester enfermée dans une logique de subsistance. Elle doit devenir un moteur de souveraineté alimentaire, de revenus, de transformation locale et d'exportation. Cela suppose une révolution silencieuse : mécanisation adaptée, irrigation, semences améliorées, accès au crédit, sécurisation foncière, formation des producteurs, logistique performante et agro-industrie.

Là encore, les exigences de la Ve République seront déterminantes. Une politique agricole efficace ne relève pas d'un seul ministère. Elle engage les routes, l'énergie, l'eau, la formation professionnelle, le foncier, le commerce, les finances et l'aménagement du territoire. Seule une gouvernance fortement coordonnée peut faire de l'agriculture un véritable moteur de développement. Vision 2040 oblige donc l'État à penser en système.

Le troisième enjeu sera humain. Aucun pays ne double durablement le niveau de vie de sa population sans investir massivement dans l'éducation, la santé et les compétences. Le Togo de 2040 aura besoin d'ingénieurs, de techniciens, de gestionnaires publics, d'agriculteurs modernisés, de développeurs, de logisticiens, de chercheurs, d'enseignants et d'entrepreneurs. La transformation économique se prépare dans les écoles, les universités, les centres de formation, les entreprises et les territoires.

La Ve République devra donc placer le capital humain au cœur de son contrat de performance. Former mieux, soigner mieux, protéger mieux : ce sont des impératifs sociaux, mais aussi des conditions économiques. Une jeunesse nombreuse peut devenir un dividende démographique si elle est formée, employable et confiante. Elle peut, au contraire, devenir une source de frustration si les opportunités ne suivent pas. C'est pourquoi la Vision 2040 devra parler aux jeunes non comme une promesse lointaine, mais comme une trajectoire crédible.

Le quatrième enjeu sera l'ouverture. Par sa position géographique, son port en eau profonde et sa diplomatie active, le Togo dispose d'un avantage stratégique dans la sous-région. Lomé peut devenir davantage qu'un point de passage : une plateforme régionale d'affaires, de services, de logistique et de dialogue. Dans une Afrique appelée à commercer davantage avec elle-même, le pays a une carte à jouer.

Mais cette ambition suppose des administrations plus fluides, une sécurité juridique renforcée, des services compétitifs et une confiance accrue des investisseurs. C'est précisément ici que la Ve République est attendue. Elle devra démontrer que la stabilité institutionnelle peut devenir un avantage économique. Les investisseurs recherchent des pays lisibles et prévisibles. Les citoyens, eux, attendent des institutions qui répondent, des procédures qui avancent et des services publics qui fonctionnent.

Cependant, une vision de développement ne peut réussir pleinement que si elle devient une vision partagée. Le Togolais ordinaire ne jugera pas 2040 à travers les concepts de planification, mais à travers la qualité de sa vie quotidienne : l'hôpital qui soigne mieux, l'école qui forme réellement, la route qui désenclave, l'administration qui écoute, l'eau qui arrive, l'électricité qui tient, l'emploi qui donne dignité, le village qui se connecte, la jeunesse qui se projette. La Ve République devra donc être aussi celle de la proximité.

Cette proximité passe par les collectivités territoriales. La décentralisation doit devenir un relais essentiel de la Vision 2040. Les communes ne doivent pas seulement exécuter des actions locales ; elles doivent participer à la transformation nationale. Assainissement, voirie, marchés, services de proximité, mobilisation citoyenne, développement économique local : c'est dans les territoires que la vision prendra chair. Un pays ne se transforme pas uniquement depuis la capitale. Il se transforme aussi depuis ses communes, ses préfectures et ses villages.

La Vision 2040 doit ainsi être comprise comme un contrat de transformation entre l'État, les citoyens, le secteur privé, les collectivités, les universités, la société civile et les partenaires. L'État fixe le cap, mais il ne pourra pas tout faire seul. Le secteur privé devra investir et créer des emplois. Les institutions devront accompagner et réguler. Les citoyens devront s'approprier les réformes. Les partenaires devront soutenir sans imposer des modèles déconnectés des réalités nationales.

Faure Gnassingbé engage donc plus qu'un programme. Il engage une promesse de méthode : celle d'un État qui protège, rassemble et transforme. Protéger, parce que le développement suppose la sécurité, la stabilité et la cohésion. Rassembler, parce qu'aucune ambition nationale ne réussit dans la fragmentation. Transformer, parce que la croissance ne suffit pas si elle ne change pas concrètement les conditions de vie.

À l'horizon 2040, le vrai succès ne sera pas seulement de dire que le Togo a grandi. Il faudra pouvoir constater que les Togolais vivent mieux. C'est cette différence entre croissance statistique et progrès humain qui fera la valeur historique de la Vision 2040. À Djamdè, le cap a été fixé. La Ve République tient désormais son grand chantier : transformer l'horizon en trajectoire, et la trajectoire en résultats.

Directeur de publication :
Donis AYIVI

Rédaction :
Tony AMETEPE
Essosimna ASSALIH
Stan AZIATO
Aboubakar AOUDOU
Steven Edoé WILSON

Imprimerie :
Sigmaprint

Conception :
Lomegraph

Contact :
+228 98 42 82 27

E-mail :
contact@lomegraph.tg

Tirage :
500 Exemplaires

Adresse :
Agoe,Anome
Lomé - Togo

FOCUS La mobilisation gagne du terrain



Depuis 2021, le Togo porte une ambition environnementale majeure : planter un milliard d'arbres d'ici 2030. Cette dynamique nationale vise à restaurer le couvert forestier, renforcer la résilience climatique et mobiliser les citoyens. Cinq ans après son lancement, les résultats enregistrés traduisent une progression encourageante sur le terrain. Mais le défi reste immense : planter davantage, entretenir durablement et faire du reboisement une culture collective.

Depuis 2021, le Togo s'est engagé dans l'un des plus ambitieux programmes environnementaux de son histoire : « planter un milliard d'arbres à l'horizon 2030 ». Plus qu'une ambition, c'est une vision portée par le président du Conseil, Faure Gnassingbé, qui se veut une solution contre les changements climatiques. Le projet lancé par le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, alors dirigé par Foli-Bazi Katari, vise à renforcer durablement le couvert forestier national et à améliorer la résilience du pays face aux défis environnementaux. Cinq ans après, le bilan laisse clairement envisager de bonnes perspectives.

Planter des arbres au Togo était déjà une tradition depuis 1977 avec l'instauration de la Journée nationale de l'arbre par le feu président Gnassingbé Eyadéma, observée chaque 1er juin. Mais elle devient carrément une habitude avec la nouvelle vision, ou plutôt la nouvelle dynamique que Faure Gnassingbé y a ajoutée avec l'objectif du milliard d'arbres à l'horizon 2030.

« Nous nous sommes lancés dans une dynamique de restauration de nos forêts. Lorsqu'il y a des initiatives, même si ce sont les élus locaux qui décident de créer une forêt, nous allons évaluer la capacité de cette forêt à séquestrer le CO_2, en termes de quantité et de revenus qui seront versés uniquement et directement aux initiateurs », avait expliqué le ministre Foli-Bazi Katari.

On ne parle plus de Journée nationale de l'arbre mais de « Campagne nationale de reboisement », lancée chaque année avec des objectifs précis et clairs.

Avec cette nouvelle formule, on ne plante plus seulement le 1er juin, mais tout au long de l'année, avec l'ambition d'atteindre l'objectif fixé pour 2030. En effet, à travers cette ambition, le gouvernement entend faire du reboisement non seulement un levier de protection de l'environnement, mais aussi un moteur de développement économique, social et agricole.

« C'est une belle initiative qui rappelle que chaque arbre planté est un pas vers un avenir plus vert et durable. La Journée nationale de l'Arbre au Togo, célébrée chaque 1er juin, est une initiative qui vise à lutter contre la déforestation et à promouvoir la reforestation. En 2025, le gouvernement a mis en place une campagne ambitieuse avec des objectifs précis », avait indiqué en 2025 le ministre des Enseignements primaire et secondaire, Prof. Dodzi Kokoroko, devenu aujourd'hui ministre de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique.

Un objectif colossal pour restaurer le couvert forestier

Le programme de plantation d'un milliard d'arbres a été officiellement lancé en mai 2021. L'objectif est clair : augmenter significativement la couverture forestière du pays pour atteindre environ 26 % du territoire national d'ici 2030.

Cette initiative intervient dans un contexte marqué par la déforestation, la dégradation des terres, l'érosion des sols et les effets de plus en plus visibles du changement climatique. Pendant plusieurs décennies, l'exploitation du bois de chauffe, l'agriculture extensive et l'urbanisation ont contribué à la réduction progressive des espaces forestiers.

Face à cette situation, le gouvernement a choisi d'adopter une stratégie de restauration des paysages forestiers à grande échelle. L'objectif d'un milliard d'arbres représente une moyenne d'environ 100 millions d'arbres à planter chaque année jusqu'en 2030.

Un bilan encourageant cinq ans après le lancement

Cinq années après le démarrage de cette ambition décennale, les résultats enregistrés sont jugés encourageants. Selon les données officielles communiquées lors du lancement de la campagne nationale de reboisement 2026, près de 39 millions de plants ont déjà été mis en terre sur plus de 49 000 hectares à travers le pays.

2021 a été l'année d'apprentissage avec 3 303 000 plants mis en terre sur 4 500 hectares. La machine a commencé véritablement à prendre l'année suivante avec 5 207 250 plants sur 8 255 hectares. Ça a encore augmenté en 2023 avec la mise en terre de 7 890 316 plants sur 10 376 hectares. L'année 2024 a enregistré 9 142 273 plants sur 11 544 hectares et le point d'orgue arrive en 2025 avec 13 376 349 plants sur 14 377 hectares, soit +46,3% réalisé en un an. En cinq ans, l'équivalent de 49 000 terrains de football regarnis. Les chiffres témoignent clairement d'une progression constante.

Pour l'année 2026, les autorités visent la mise en terre de 16,8 millions de plants sur une superficie estimée à 11 250 hectares.

Une chose est sûre, le bilan aujourd'hui n'est pas que comptable. Il est perceptible dans les villages. À Bassar, des bassins versants reboisés ont vu leurs sources se remettre à couler. Dans les Plateaux, le karité protégé redevient une banque pour les femmes. La noix, transformée puis exportée vers l'Europe, génère des revenus stables. Au nord, dans la préfecture de Tone, les rideaux d'acacias dressés autour des champs de mil et de sorgho font office de bouclier contre l'harmattan. Ils cassent le vent, retiennent le sol, limitent l'évaporation. Résultat : des épis plus pleins.

Sur la côte, entre Lomé et Aného, les filaos replantés freinent la mer. Chaque ligne de filaos est une digue vivante. Elle protège les maisons, les routes, les jardins maraîchers. L'érosion ne s'arrête pas d'un coup, mais elle recule.

Au-delà des chiffres, les responsables du secteur forestier insistent désormais sur la nécessité d'améliorer le taux de survie des plants, car planter un arbre ne suffit pas : il faut également l'entretenir jusqu'à sa maturité.

Une mobilisation nationale

Si le bilan s'accroit chaque année, ce n'est pas ex nihilo. C'est grâce à l'adhésion progressive des différentes couches de la population. En effet, contrairement aux années précédentes où les opérations de plantation se limitaient souvent à des gestes symboliques à l'occasion de la Journée nationale de l'arbre entre autorités et responsables de sociétés, le reboisement est aujourd'hui devenu une affaire collective impliquant plusieurs catégories d'acteurs.

Les administrations publiques, les collectivités territoriales, les établissements scolaires, les organisations de la société civile, les associations communautaires, les leaders religieux, les entreprises privées ainsi que les citoyens participent désormais activement aux campagnes de reboisement.

Le cas par exemple du Fonds Vert Conjoint composé de plusieurs institutions publiques et privées, notamment la CNSS, la LONATO, la SGI, l'OTR, GTA, la DGDN et l'INAM, représentées par leurs responsables, ont aussi observé le lancement de la campagne en mettant en terre des centaines des milliers de plants en plein cœur de Lomé (Golfe 3).

Dans plusieurs régions du pays, les communes identifient des espaces destinés aux plantations tandis que les communautés locales contribuent à la surveillance et à l'entretien des jeunes plants. Dans les Plateaux-Ouest par exemple, plus de 1 200 hectares avaient déjà été mobilisés avant même le lancement officiel de la campagne 2026 grâce à l'implication des collectivités et des populations locales.

Le gouvernement a d'ailleurs adopté un nouveau mot d'ordre : « Planter, entretenir, transformer ». Cette approche met l'accent sur la responsabilité de chacun dans la réussite du programme.



Pourquoi chaque Togolais est concerné

La réussite de cette politique environnementale dépend largement de l'engagement des citoyens. Chaque arbre planté constitue une contribution directe à la préservation des ressources naturelles. Les arbres jouent un rôle essentiel dans la protection des sols contre l'érosion, la régulation du cycle de l'eau, la conservation de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique.

Dans les zones rurales, le reboisement permet également de restaurer la fertilité des terres agricoles et d'améliorer les rendements des cultures. Les arbres favorisent l'infiltration de l'eau dans les sols et réduisent les risques de sécheresse.

Pour les populations urbaines, les espaces reboisés constituent aujourd'hui un espace vert où l'on vient se reposer et se ressourcer. Ces espaces contribuent à l'amélioration de la qualité de l'air, à la réduction des températures et à la création d'un cadre de vie plus sain.

La population prend petit à petit conscience de l'importance de poser cet acte. Exemple du Directeur général de GTA Assurances Vie et Non-Vie qui a déclaré que « Planter un arbre, c'est une grande contribution pour l'avenir et la pérennité de la planète Terre et à la protection de l'environnement. Nous plantons chaque 1er juin afin de contribuer à la protection de l'environnement ».

M. Adjira Kwami, un homme influent de la commune Golfe 7 salue également l'allure de la campagne de reboisement qu'il trouve bénéfique aux populations.

Parlant justement du reboisement, il affirme que « C'est une initiative très louable, parce que planter un arbre, c'est vivre utilement. Le 5 juin, nous avons encore planté des orangers qui serviront dans quelques années. Nous profitons également de cette action pour dire merci au Président du Conseil pour cette vision qui au finish rend service à l'humanité ».

Des retombées économiques et sociales importantes

Au-delà de son impact écologique, le reboisement constitue une opportunité économique. Le développement des pépinières crée des emplois temporaires et permanents pour les jeunes et les femmes. Les activités de production, de transport et d'entretien des plants génèrent également des revenus dans plusieurs localités.

À long terme, l'augmentation du couvert forestier pourrait favoriser le développement de filières économiques durables liées aux produits forestiers non ligneux, à l'agroforesterie et à l'écotourisme.

Par ailleurs, les forêts jouent un rôle majeur dans la sécurité alimentaire. Elles contribuent à la préservation des ressources en eau, indispensables à l'agriculture et à l'élevage.

Un défi encore immense jusqu'en 2030

Malgré les progrès réalisés, le chemin reste long pour atteindre l'objectif du milliard d'arbres. Les quelque 39 millions de plants mis en terre depuis 2021 représentent une étape importante, mais le pays devra considérablement accélérer le rythme des plantations et surtout améliorer leur taux de survie.

L'enjeu dépasse aujourd'hui la simple plantation d'arbres. Il s'agit de construire une véritable culture environnementale où chaque citoyen devient acteur de la préservation des ressources naturelles.

L'ambition du milliard d'arbres constitue ainsi un projet de société. Si l'État donne l'impulsion, sa réussite dépendra avant tout de la capacité des populations à s'impliquer d'avantage, à s'approprier durablement cette vision. Car derrière chaque arbre planté se cache un investissement pour les générations futures, un rempart contre les effets du changement climatique et l'espoir d'un Togo plus vert, plus résilient et plus prospère, ce qui contribuera énormément à l'avancée vers un Togo Emergent.





Le vendredi,
c'est un jour à part...

Un peu de travail. Beaucoup de bonne humeur avant le week-end !

D-liv&r
Compagnie Africane de Livraison

+228 9052 9380
www.deliverafrica.pro
contact.deliverafrica.pro
@dliverafrica

INTERVIEW

«Mieux planter un nombre de plants légèrement inférieur, mais assurer leur survie que multiplier les plantations sans entretien », Hector Sann'do Nammangue

Chaque 1er juin, le Togo célèbre la Journée nationale de l'arbre, un rendez-vous majeur consacré à la protection de l'environnement. Depuis 2021, cette journée marque également le lancement annuel du programme « Un milliard d'arbres à l'horizon 2030 », une initiative gouvernementale destinée à restaurer le couvert forestier et à renforcer la lutte contre les changements climatiques.

Cinq ans après son lancement, près de 39 millions d'arbres ont été mis en terre. Mais au-delà des chiffres, quel est l'état réel de l'environnement au Togo ? Les arbres plantés survivent-ils réellement ? Les populations sont-elles suffisamment mobilisées face aux défis climatiques ?

Pour en parler, nous recevons Monsieur Hector Sann'do Nammangue, Président de l'Association Togolaise des Journalistes Engagés pour l'Environnement (ATJ2E), journaliste scientifique spécialisé en climat, environnement et développement durable, ainsi que manager de Vert-Togo.



Monsieur Nammangue, à l'occasion du mois du reboisement, quel état des lieux peut-on dresser aujourd'hui de l'environnement au Togo ?

L'environnement togolais se trouve aujourd'hui à un tournant. D'un côté, nous assistons à une réelle prise de conscience des enjeux environnementaux, avec des initiatives importantes portées par l'État, les collectivités territoriales, les organisations de la société civile et les citoyens. De l'autre, les pressions sur les ressources naturelles restent très fortes.

La déforestation, la dégradation des terres, l'érosion, la pollution, l'urbanisation rapide et les effets de plus en plus marqués des changements climatiques fragilisent nos écosystèmes. Le mois du reboisement nous rappelle que la plantation d'arbres est une réponse essentielle, mais elle ne peut être efficace que si elle s'inscrit dans une stratégie globale de gestion durable des ressources naturelles.

Quelle est la situation actuelle du couvert forestier national et quelles sont les principales menaces qui pèsent sur les forêts togolaises ?

Le couvert forestier togolais a considérablement reculé au cours des dernières décennies. Les principales menaces sont l'agriculture extensive, la production de charbon de bois, l'exploitation illégale du bois, les feux de végétation, l'urbanisation et parfois certaines activités minières.

Cette situation entraîne une perte de biodiversité, une dégradation des sols et une diminution de la capacité des forêts à jouer leur rôle de régulation du climat. Restaurer ce couvert forestier est aujourd'hui une priorité nationale.

L'Association Togolaise des Journalistes Engagés pour l'Environnement (ATJ2E) joue un rôle important dans la sensibilisation environnementale. Quelles sont aujourd'hui les principales actions menées par votre organisation ?

Notre mission est de faire du journalisme environnemental un véritable levier de changement. Nous renforçons les capacités des journalistes sur les questions liées au climat, à la biodiversité et au développement durable afin qu'ils produisent

une information scientifique accessible au grand public.

Nous organisons également des campagnes de sensibilisation, des conférences, des ateliers, des activités de reboisement et des actions de plaidoyer. Nous travaillons avec plusieurs partenaires afin de promouvoir une meilleure gouvernance environnementale et de renforcer la culture écologique au sein des populations.

En tant que manager de Vert-Togo, quelles sont les actions que vous menez en faveur de l'environnement ?

Vert-Togo est un média spécialisé dans l'information environnementale. Nous mettons en lumière les initiatives positives, les recherches scientifiques, les innovations vertes et les politiques publiques liées à l'environnement.

Nous produisons des reportages, des enquêtes et des analyses sur les changements climatiques, la biodiversité, l'économie verte, la gestion des déchets, les énergies renouvelables et la conservation des ressources naturelles. Notre objectif est d'informer, de sensibiliser et de valoriser les solutions locales qui contribuent au développement durable.



Quels sont aujourd'hui les effets les plus visibles des changements climatiques sur les populations et les écosystèmes togolais ?

Les effets sont déjà perceptibles. Nous observons des épisodes de sécheresse plus fréquents, des inondations récurrentes, des saisons agricoles perturbées, une baisse des rendements agricoles, la dégradation des terres, la raréfaction des ressources en eau et une pression croissante sur la biodiversité. Ces phénomènes affectent directement les conditions de vie des populations, notamment les agriculteurs, les éleveurs et les communautés les plus vulnérables.

Les actions entreprises par le gouvernement pour faire face aux changements climatiques vous semblent-elles suffisantes au regard de l'ampleur des défis à relever ?

Le gouvernement a engagé plusieurs actions importantes à travers le programme « Un milliard d'arbres à l'horizon 2030 », les politiques de restauration des paysages forestiers, les stratégies nationales d'adaptation et les engagements internationaux en matière de climat.

Ces efforts sont encourageants, mais les défis restent immenses. Il faudra renforcer les moyens financiers, améliorer le suivi des projets, intensifier la sensibilisation des populations, accroître la participation des collectivités locales et mobiliser davantage le secteur privé afin de produire des résultats durables.

Le programme « Un milliard d'arbres d'ici 2030 » a été lancé il y a cinq ans. Quel premier bilan pouvez-vous en faire aujourd'hui ?

Le premier bilan est globalement positif. Ce programme a permis de mobiliser les administrations, les collectivités, les établissements scolaires, les organisations de la société civile ainsi que les citoyens autour du reboisement.

Cependant, il est important de rappeler que la réussite d'un tel programme ne se mesure pas uniquement au nombre de plants mis en terre. Le véritable indicateur est le taux de survie des arbres et leur contribution effective à la restauration des écosystèmes.

Je note d'ailleurs avec satisfaction qu'en 2026, les autorités ont décidé de privilégier la qualité plutôt que la quantité. Environ 16 millions de plants seront mis en terre, soit moins que les années précédentes, afin d'assurer un meilleur suivi, une meilleure coordination et une évaluation plus rigoureuse des plantations. Cette approche me paraît beaucoup plus durable.

Dans quelle mesure ce programme peut-il réellement contribuer à la lutte contre les changements climatiques et à la restauration des écosystèmes au Togo ?

Le reboisement constitue l'une des solutions naturelles les plus efficaces pour lutter contre les changements climatiques. Les arbres absorbent le dioxyde de carbone (CO_2), principal gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique, et le stockent dans leur biomasse. Ils deviennent ainsi de véritables puits de carbone.

Le choix d'essences locales telles que le Terminalia catappa (Badamier), le Khaya senegalensis (Caïlcédrat) et le Ceiba pentandra (Kapokier) est particulièrement pertinent. Ces espèces présentent une croissance relativement rapide, développent une importante biomasse et permettent donc de capter davantage de carbone tout en restaurant les écosystèmes.

Au-delà de leur rôle dans la lutte contre les changements climatiques, ces arbres protègent les sols contre l'érosion, favorisent la recharge des nappes phréatiques, restaurent les habitats naturels et contribuent à préserver la biodiversité.

Beaucoup d'experts estiment que planter un arbre est une chose, mais assurer sa survie en est une autre. Existe-t-il un véritable mécanisme de suivi et d'entretien des plants mis en terre ?



C'est effectivement le principal défi. Aujourd'hui, les autorités ont annoncé un renforcement du mécanisme de suivi. Une coordination impliquant les gouverneurs, les préfets, les maires, les directions préfectorales et les services techniques du ministère de l'Environnement est mise en place afin d'accompagner les plantations réalisées par les populations, les institutions publiques et les acteurs privés.

Cette nouvelle orientation est encourageante. Il vaut mieux planter un nombre de plants légèrement inférieur mais assurer leur survie grâce à un suivi efficace que multiplier les plantations sans entretien. Il faudra néanmoins poursuivre les efforts en matière d'arrosage, de remplacement des plants morts, de protection contre les feux de végétation et de suivi communautaire.

Selon vous, quelles sont les principales faiblesses ou limites du programme « Un milliard d'arbres » dans sa mise en œuvre actuelle ?

Les principaux défis concernent le suivi post-plantation, les ressources financières consacrées à l'entretien, la disponibilité de données fiables sur le taux de survie des plants et l'implication durable des communautés.

Le reboisement ne doit pas être une opération ponctuelle. Il faut assurer un accompagnement technique sur plusieurs années et privilégier les espèces locales adaptées aux différents écosystèmes du pays.

Quelles améliorations devraient être apportées pour maximiser l'impact environnemental et écologique de cette initiative nationale ?

Il est nécessaire de renforcer les mécanismes de suivi déjà engagés, de publier régulièrement les taux de survie des plantations, d'impliquer davantage les collectivités territoriales et les communautés riveraines, ainsi que de renforcer les moyens des services techniques.

Il est également important de poursuivre le choix d'espèces locales capables de stocker davantage de carbone, de restaurer les paysages dégradés et de résister aux conditions climatiques locales. Enfin, le reboisement doit être accompagné d'autres actions comme la lutte contre les feux de végétation, la gestion durable des forêts, la restauration des terres dégradées et l'éducation environnementale.

Comment évaluez-vous le niveau de sensibilisation des populations togolaises aux questions environnementales ? Les citoyens sont-ils conscients des risques liés à la déforestation, à la pollution et aux changements climatiques ?

La sensibilisation avance progressivement. Les populations prennent davantage conscience des effets des changements climatiques parce qu'elles les vivent au quotidien. Cependant, beaucoup de citoyens ne mesurent pas encore pleinement les conséquences de certains comportements sur l'environnement.

Il faut continuer à renforcer l'éducation environnementale dans les écoles, les médias et les communautés afin de faire évoluer durablement les comportements.

Au-delà de la plantation d'arbres, quelles pratiques les populations devraient-elles adopter au quotidien pour contribuer davantage à la protection de l'environnement ?

La protection de l'environnement ne se limite pas au reboisement. Chaque citoyen peut agir en évitant les feux de végétation, en réduisant l'utilisation des plastiques, en assurant une bonne gestion des déchets, en économisant l'eau et l'énergie, en protégeant les arbres existants, en adoptant des pratiques agricoles durables et en participant régulièrement aux initiatives communautaires de protection de la nature.

Chaque geste compte lorsqu'il est multiplié à l'échelle nationale.

À l'horizon 2030, êtes-vous optimiste quant à la capacité du Togo à atteindre ses objectifs de restauration forestière et à renforcer sa résilience face aux changements climatiques ?

Je reste résolument optimiste, à condition que nous maintenions cette dynamique collective. Le gouvernement joue sa partition, mais la réussite dépendra également de l'engagement des collectivités, des organisations de la société civile, du secteur privé et surtout des citoyens.

Quel message souhaitez-vous adresser aux citoyens à l'occasion de ce mois dédié au reboisement ?

À l'occasion de ce mois du reboisement, j'invite chaque Togolais à comprendre que protéger l'environnement est un devoir citoyen. Planter un arbre est un geste fort, mais le protéger jusqu'à sa maturité est un engagement encore plus important. La lutte contre les changements climatiques commence par nos comportements quotidiens. Ensemble, nous pouvons restaurer nos écosystèmes et construire un Togo plus résilient, plus vert et plus durable pour les générations futures.

POLITIQUE

CEDEAO – AES – GRANDS LACS : le Togo s'affirme comme le grand médiateur de l'Afrique

De l'Afrique de l'Ouest aux Grands Lacs, le Togo consolide son image de médiateur crédible, capable de parler à tous les camps sans rompre les équilibres. Entre la CEDEAO, l'AES et la crise congolaise, Lomé s'impose désormais comme l'un des pôles diplomatiques les plus actifs du continent.

Dans une Afrique de l'Ouest traversée par les recompositions géopolitiques, les ruptures diplomatiques et les rivalités d'influence, le Togo s'est progressivement imposé comme l'un des rares acteurs capables de maintenir des canaux de communication avec toutes les parties. Alors que les relations entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) demeurent marquées par la méfiance, les sanctions passées et des visions divergentes de l'intégration régionale, Lomé apparaît de plus en plus comme un terrain de dialogue acceptable pour chacun des protagonistes.

Mais l'influence diplomatique du Togo ne se limite plus à l'Afrique de l'Ouest. À plusieurs milliers de kilomètres de Lomé, dans la région des Grands Lacs, le pays s'est vu confier une responsabilité de premier plan dans la recherche d'une solution au conflit qui déchire l'est de la République démocratique du Congo. Entre les tensions CEDEAO-AES et les efforts de paix dans les Grands Lacs, le Togo occupe ainsi une position singulière. Celle d'un État de taille modeste mais doté d'une capacité croissante à faciliter le dialogue là où les positions semblent irréconciliables.



Recevoir Wadagni : un signal qui dépasse la courtoisie

Le 3 juin 2026, le président du Conseil Faure Gnassingbé recevait à Lomé le tout nouveau président béninois Romuald Wadagni, dans le cadre d'une tournée sous-régionale. Sur le papier, une visite de travail ordinaire entre deux voisins liés par l'histoire. Dans les faits, un acte diplomatique d'une portée considérable.

Car il faut comprendre ce qu'était cette tournée de Wadagni pour en saisir la dimension. En l'espace de cinq jours et cinq pays, le nouveau chef de l'État béninois avait enchaîné Abuja (pour consolider les liens avec Tinubu et la CEDEAO), Niamey et Ouagadougou (pour renouer avec les juntes de l'AES avec lesquelles Cotonou avait accumulé les contentieux sous l'ère Talon). La question que tout le monde posait dans les chancelleries était simple : qui peut crédibiliser ce geste et lui donner une continuité ? La réponse était à Lomé.

Si Faure Gnassingbé a reçu Romuald Wadagni avec les égards dus à un partenaire stratégique, ce n'est pas anodin. Le Togo entretient depuis plusieurs années une relation de proximité assumée avec les pays du Sahel, au point que son ministre des Affaires étrangères Robert Dussey a publiquement exprimé la sympathie togolaise pour les positions de l'AES, et qu'un sondage Afrobarometer de mai 2025 créditait 54 % des Togolais d'un soutien à une éventuelle adhésion à la Confédération des Etats du Sahel. Le port de Lomé est devenu la bouée de sauvetage logistique du Mali, du Niger et du Burkina Faso, supplantant parfois le port de Cotonou. En recevant le président Wadagni, Faure Gnassingbé a en quelque sorte apposé son sceau de validation sur la démarche béninoise de réconciliation avec l'AES.

Ce que dit ce geste, c'est que le Togo n'est ni dans le camp de la CEDEAO contre le Sahel, ni dans celui du Sahel contre la CEDEAO. Le Togo est dans le camp du dialogue, de la continuité régionale et de la paix. C'est précisément cette position singulière qui en fait aujourd'hui un pont incontournable entre les deux blocs qui divisent l'Afrique de l'Ouest. Là où certains États sont perçus comme alignés sur un camp ou un autre, Lomé apparaît comme l'un des rares interlocuteurs acceptés par tous.

Cette diplomatie de l'équilibre pourrait s'avérer déterminante dans les années à venir. L'Afrique de l'Ouest ne peut durablement prospérer avec deux blocs évoluant en parallèle. Les enjeux sécuritaires, commerciaux, énergétiques et migratoires exigent une coopération régionale renforcée. Dans ce contexte, le Togo possède les attributs nécessaires pour favoriser un rapprochement progressif entre la CEDEAO et les États de l'AES.

Lomé, capitale des Grands Lacs : la médiation RDC, un autre chef-d'œuvre

Si le dossier AES-CEDEAO révèle le génie tactique de la diplomatie togolaise en Afrique de l'Ouest, la crise de l'Est de la République Démocratique du Congo montre sa portée continentale. Le 05 avril 2025, l'Union africaine a officiellement désigné Faure Gnassingbé comme médiateur dans le conflit opposant la RDC au Rwanda.

Le choix de Faure Gnassingbé pour succéder au président angolais João Lourenço à ce poste n'était pas le fruit du hasard. Il reposait sur un critère fondamental : la neutralité reconnue du Togo dans les rivalités régionales des Grands Lacs. Lomé n'a pas d'intérêts miniers dans le Kivu. Lomé n'a pas de contentieux avec Kinshasa ni avec Kigali. Le Togo peut parler à tout le monde parce qu'il n'est l'ennemi de personne.

Dès sa désignation, le président du Conseil a engagé une série de missions diplomatiques intenses. Le 22 décembre 2025, il était à Kinshasa pour des entretiens qualifiés de "constructifs" avec le président Tshisekedi. Puis, le 17 janvier 2026, Lomé a accueilli une réunion de haut niveau réunissant les facilitateurs de l'UA, les représentants de l'ONU, de la Communauté d'Afrique de l'Est, de la CEEAC, de la SADC, de la CIRGL et du CICR. Un casting diplomatique exceptionnel pour une réunion qui a produit un document-cadre et un plan opérationnel avec des délais précis. Ce n'est pas de la diplomatie de salon : c'est de la mécanique de paix.

En juin 2026, Lomé accueillait une nouvelle réunion semestrielle de médiation africaine, confirmant l'ancrage durable de la capitale togolaise comme lieu de convergence sur ce dossier.

La force du Togo ne réside ni dans sa taille géographique ni dans sa puissance militaire. Elle réside dans sa capacité à créer des passerelles là où les divergences semblent irréconciliables. Cette approche pragmatique, fondée sur l'écoute et la recherche du consensus, constitue aujourd'hui l'un des principaux atouts de sa politique étrangère.

Dans une Afrique confrontée à des défis multiples, les bâtisseurs de ponts sont souvent plus utiles que les architectes de divisions. À cet égard, la diplomatie togolaise mérite d'être saluée. En cultivant le dialogue avec tous les acteurs régionaux et en privilégiant la médiation aux confrontations, le Togo confirme son statut émergent de puissance diplomatique africaine.

L'histoire retiendra peut-être que, dans une période où les lignes de fracture semblaient s'élargir, Lomé a choisi de devenir le point de rencontre des ambitions africaines plutôt que le théâtre de leurs oppositions.




Intensément fraîche et pétillante
Chap
Cocktail de fruits
SNB
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE BOISSONS
snb.tg
LE GOÛT DE ÇA!
Chap
Cocktail de fruits

ÉCONOMIE

Togo : pourquoi la mer est devenue la plus grande richesse du pays !



Lorsqu'on parle des richesses d'un pays, les populations pensent souvent aux mines, au pétrole, aux terres agricoles ou aux industries. Pourtant, au Togo, la plus grande source de richesse se trouve ailleurs, particulièrement dans les eaux de l'océan Atlantique et sur les quelques dizaines de kilomètres de côte qui bordent le pays. À l'occasion de la Journée mondiale des océans, le ministre délégué chargé de l'Économie maritime, Kokou Edem Tengue, a rappelé une réalité qui mérite l'attention de tous. En effet, près de 70 % des activités économiques du Togo sont liées à la mer et plus de 75 % des recettes fiscales de l'État en proviennent.

Derrière ces chiffres impressionnants se cache une vérité souvent méconnue du grand public. La façade maritime togolaise n'est pas seulement un espace géographique. Elle constitue le moteur silencieux qui alimente l'économie nationale, finance une grande partie des dépenses publiques et contribue à la création de milliers d'emplois. Autrement dit, lorsque le port fonctionne bien, c'est toute l'économie togolaise qui avance.

Le Port de Lomé, une porte d'entrée qui fait vivre toute une nation

Le Port autonome de Lomé est aujourd'hui bien plus qu'une infrastructure portuaire. Il est devenu un véritable centre nerveux de l'économie nationale et régionale. Avec plus de 30 millions de tonnes de marchandises traitées en 2024 et près de 2 millions de conteneurs manipulés, le port togolais confirme son statut de hub logistique majeur en Afrique de l'Ouest.

Cette performance ne profite pas uniquement aux acteurs du secteur maritime. Chaque conteneur qui transite par Lomé génère une activité économique dans de nombreux domaines : transport routier, manutention, commerce, services financiers, assurances, restauration ou encore hébergement. Des milliers de familles vivent directement ou indirectement des activités liées au port. Les recettes générées permettent également à l'État de financer des infrastructures publiques, des écoles, des centres de santé ou encore des projets de développement.

Le positionnement géographique du Togo lui offre également un avantage stratégique exceptionnel. Le pays sert de porte d'accès maritime à plusieurs États de l'hinterland, notamment le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Cette situation renforce le rôle du Togo dans les échanges commerciaux régionaux et lui permet de capter une part importante des flux économiques de l'Afrique de l'Ouest.

Une richesse fragile qui impose de nouveaux défis

Cependant, cette dépendance économique à la mer implique également des défis majeurs. Les océans ne sont pas une ressource inépuisable. La pollution marine, l'érosion côtière, les changements climatiques et la surexploitation des ressources halieutiques menacent directement les fondements de cette prospérité.

L'enjeu est d'autant plus important que la pêche représente des milliers d'emplois et contribue à la sécurité alimentaire de nombreuses familles togolaises . Si les ressources marines

venaient à se dégrader durablement, les conséquences économiques pourraient être lourdes : baisse des revenus des pêcheurs, diminution des recettes publiques et affaiblissement de certains secteurs stratégiques.

C'est pourquoi les autorités insistent désormais sur le développement d'une « économie bleue » durable. Derrière ce concept se trouve une ambition simple, celle de continuer à tirer profit des ressources marines tout en les protégeant pour les générations futures. La restauration des mangroves, la lutte contre les pollutions marines, la modernisation des infrastructures portuaires et la création d'aires marines protégées participent de cette vision. Le défi consiste désormais à concilier croissance économique et préservation de l'environnement.

Une économie qui respire au rythme de l'océan

« Sauver l'océan, ce n'est donc pas un slogan : c'est, très concrètement, défendre nos emplois, notre souveraineté alimentaire, nos recettes publiques », a déclaré Kokou Edem Tengue. Le message envoyé à l'occasion de la Journée mondiale des océans dépasse largement le cadre d'une célébration symbolique. Il rappelle que l'avenir économique du Togo est étroitement lié à la santé de son espace maritime. Le port, la pêche, le commerce international et les services logistiques constituent aujourd'hui l'un des principaux piliers de la prospérité nationale.

Finalement, la plus grande richesse du Togo ne se trouve peut-être ni sous son sol ni dans ses villes, mais à l'horizon de son littoral. Car chaque vague qui atteint les côtes togolaises transporte bien plus que de l'eau. Elle porte une part essentielle de l'emploi, de la croissance et de l'avenir du pays. Reste désormais à savoir si les Togolais sauront protéger cette richesse avec la même énergie qu'ils l'exploitent.



463 milliards FCFA à mobiliser en 2026 : le Togo poursuit sa course aux financements

Le gouvernement togolais s'apprête à retourner sur le marché financier régional pour mobiliser 35 milliards FCFA. Pour beaucoup de citoyens, ce type d'annonce ressemble à un langage réservé aux économistes, aux banquiers ou aux experts des finances publiques. Pourtant, derrière ces chiffres se cache une réalité qui concerne directement le quotidien des Togolais. C'est-à-dire le financement des dépenses publiques et des investissements nécessaires au développement du pays.

Concrètement, l'État ne dispose pas toujours immédiatement de toutes les ressources dont il a besoin pour financer son budget annuel. Face à cette situation, il peut lever des fonds auprès des investisseurs en émettant des titres publics. Cette nouvelle opération intervient dans le cadre de l'exécution du budget 2026, qui s'élève à 2 751 milliards FCFA. L'objectif est simple. Il s'agit de disposer des ressources nécessaires pour faire fonctionner l'administration publique, poursuivre les projets d'infrastructures et soutenir les priorités de développement du pays.

Le marché financier régional : la nouvelle « banque » des États

Contrairement à une idée répandue, le Togo ne va pas demander un prêt à une institution internationale dans le cadre de cette opération. Il s'adresse plutôt au marché financier de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), où banques, compagnies d'assurance, fonds d'investissement et autres acteurs financiers peuvent acheter des titres émis par les États.

Cette fois-ci, le Trésor public togolais propose deux types de produits financiers. D'une part, des Bons assimilables du Trésor (BAT) d'une durée d'un an pour un montant de 5 milliards FCFA. D'autre part, des Obligations assimilables du Trésor (OAT) de 3, 5 et 7 ans destinées à mobiliser 30 milliards FCFA supplémentaires. En échange de leur argent, les investisseurs percevront des intérêts pouvant atteindre jusqu'à 6,50 % selon la durée choisie.

Cette stratégie présente plusieurs avantages pour le pays. Elle permet au gouvernement d'accéder rapidement à des ressources sans attendre une hausse immédiate des recettes fiscales. Elle contribue également à renforcer la crédibilité financière du Togo auprès des investisseurs régionaux. Plus un État inspire confiance et rembourse régulièrement ses engagements, plus il peut mobiliser des financements dans de bonnes conditions lorsque le besoin se présente.

Une dynamique de financement qui soulève aussi des défis

Depuis le début de l'année 2026, le Togo a déjà mobilisé 143 milliards FCFA sur le marché régional, soit environ 31 % de son objectif annuel fixé à 463 milliards FCFA. Cette nouvelle opération de 35 milliards permettra au pays de poursuivre sa trajectoire de financement et de se rapprocher davantage de sa cible.



Cependant, l'endettement public reste un exercice d'équilibre. Emprunter permet d'accélérer le développement lorsqu'il s'agit de financer des investissements productifs capables de générer de la croissance et des revenus futurs. En revanche, si les ressources empruntées sont mal utilisées ou si leur rentabilité économique est insuffisante, la charge du remboursement peut devenir plus lourde pour les finances publiques.

C'est pourquoi la véritable question ne réside pas seulement dans le montant emprunté, mais dans l'utilisation qui sera faite de ces ressources. Les citoyens attendent que chaque franc mobilisé contribue concrètement à améliorer les infrastructures, les services publics, l'accès à l'emploi et les conditions de vie. L'efficacité de la dépense publique devient alors aussi importante que la capacité à lever des fonds.

L'émission de 35 milliards FCFA prévue par le Togo illustre une réalité souvent méconnue. Concrètement le développement d'un pays ne repose pas uniquement sur les impôts ou l'aide extérieure, mais aussi sur sa capacité à inspirer confiance aux investisseurs et à mobiliser des ressources sur les marchés financiers.

Au final, le véritable enjeu n'est pas de savoir combien le Togo emprunte aujourd'hui, mais ce que ces milliards deviendront demain. Car un emprunt n'est pas une richesse en soi. Il ne crée de valeur que lorsqu'il se transforme en écoles, en routes, en emplois et en opportunités pour les populations. C'est à cette condition que la dette d'aujourd'hui pourra devenir la prospérité de demain.

SOCIÉTÉ

Arbres au Togo : la loi et les bons gestes

Planter un arbre est un geste fort pour l'environnement, mais le couper obéit à des règles précises.
Au Togo, l'abattage des arbres est encadré par la loi afin de préserver les ressources forestières.
Au-delà de la plantation, l'entretien des plants reste essentiel pour réussir durablement le reboisement.



Planter un arbre est souvent présenté comme un geste citoyen en faveur de l'environnement. Mais qu'en est-il lorsqu'il faut en abattre un ? Au Togo, la coupe d'arbres est encadrée par une réglementation précise que de nombreux citoyens méconnaissent encore. Contrairement à certaines idées reçues, être propriétaire d'un terrain ne donne pas automatiquement le droit de couper les arbres qui s'y trouvent. Dans plusieurs cas, une autorisation préalable est requise afin de préserver les ressources forestières du pays.

Cette exigence s'inscrit dans un contexte où le Togo multiplie les initiatives pour restaurer son couvert végétal et lutter contre les effets du changement climatique. Depuis 2021, le pays s'est engagé dans un ambitieux programme national visant la plantation d'un milliard d'arbres d'ici à 2030. Dans cette dynamique, les autorités entendent mieux encadrer l'exploitation forestière afin d'éviter que les efforts de reboisement ne soient compromis par des coupes anarchiques ou mal contrôlées.

Une autorisation obligatoire avant toute coupe

L'autorisation de coupe est un document officiel délivré par le ministère chargé des ressources forestières. Elle permet à une personne physique ou morale d'effectuer légalement des opérations d'abattage d'arbres ou de défrichement. Cette démarche n'est donc pas une simple formalité administrative. Elle constitue un mécanisme de contrôle destiné à assurer une gestion plus responsable des ressources forestières.

L'objectif de cette procédure est de garantir le respect des normes environnementales et de veiller à une exploitation durable des ressources naturelles. En d'autres termes, il s'agit d'éviter les coupes abusives, désordonnées ou injustifiées, susceptibles d'accélérer la dégradation des écosystèmes, d'appauvrir les sols ou de fragiliser les efforts nationaux en matière de protection de l'environnement. Toute personne souhaitant procéder à l'abattage d'arbres sur une propriété dont elle détient les droits doit donc entreprendre cette démarche administrative. Le demandeur doit notamment être propriétaire du terrain concerné ou disposer d'un document attestant qu'il est autorisé à intervenir sur cet espace. Cette exigence permet de s'assurer

que la coupe est réalisée dans un cadre légal, avec une responsabilité clairement établie.

Le secteur forestier togolais connaît, depuis cette année, un renforcement de son cadre réglementaire. Un arrêté ministériel entré en vigueur en mars 2026 fixe désormais les modalités d'obtention des attestations, agréments, autorisations, permis et certificats liés aux activités forestières. Cette évolution traduit la volonté des autorités de mieux organiser la filière, de responsabiliser les acteurs et de réduire les pratiques irrégulières.

L'une des principales innovations concerne les plantations. Désormais, les propriétaires de plantations âgées d'au moins trois ans peuvent obtenir une attestation de reboisement. Toutefois, cette attestation ne dispense pas d'une autre obligation : une autorisation spécifique de coupe demeure nécessaire avant tout abattage. Autrement dit, le fait d'avoir planté des arbres ou de disposer d'une attestation de reboisement ne donne pas automatiquement le droit de les couper.

La procédure se déroule donc en deux étapes. D'abord, le propriétaire doit prouver qu'il a effectivement contribué à la reconstitution du couvert végétal à travers une plantation répondant aux critères établis. Ensuite, il doit solliciter l'autorisation lui permettant de procéder à la coupe. Ce mécanisme vise à encourager le renouvellement des ressources exploitées et à éviter que les plantations ne soient considérées uniquement comme une réserve de bois à exploiter sans suivi.



Pour introduire une demande d'autorisation de coupe, plusieurs pièces sont exigées selon qu'il s'agisse d'une plantation ou d'essences naturelles. Dans le cas des plantations, le demandeur doit notamment fournir une demande timbrée adressée au ministre chargé des ressources forestières, une pièce d'identité valide, une preuve de propriété du terrain ainsi qu'une attestation de reboisement. Des documents complémentaires peuvent être demandés, notamment en cas de cession de plantation ou lorsqu'il s'agit d'une forêt communautaire.

Pour les essences naturelles, la procédure requiert également une demande timbrée, une pièce d'identité en cours de validité et une preuve de propriété du terrain concerné. La demande peut être initiée en ligne avant d'être complétée par un dépôt physique du dossier auprès du ministère compétent. Après examen, les autorités peuvent approuver la demande, demander des corrections ou la rejeter si les conditions ne sont pas remplies.

Selon les informations officielles, la procédure est gratuite et l'autorisation délivrée possède une durée de validité déterminée. Cela signifie que le bénéficiaire doit respecter le délai prévu et les conditions fixées par l'administration. Toute coupe effectuée en dehors du cadre autorisé peut exposer son auteur à des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

Une démarche au service de l'environnement

Au-delà de son aspect administratif, l'autorisation de coupe répond à des enjeux environnementaux majeurs. Les arbres et les forêts jouent un rôle essentiel dans la protection des sols contre l'érosion, la régulation du cycle de l'eau et le maintien de la biodiversité. Ils contribuent également à l'équilibre climatique, à la qualité de l'air et à la préservation des habitats naturels.

Les ressources forestières constituent aussi une source de revenus et de subsistance pour de nombreuses communautés. Le bois, les produits forestiers non ligneux, les espaces boisés et les plantations participent à l'économie locale. C'est pourquoi leur exploitation doit être encadrée afin de concilier les besoins des populations avec les exigences de préservation de l'environnement.

Face à la pression démographique, à l'extension des zones d'habitation, à l'exploitation du bois et aux effets du changement climatique, la préservation des ressources forestières devient une nécessité. Une coupe non maîtrisée peut avoir des conséquences durables : disparition d'espèces végétales, perte d'ombre, dégradation des sols, baisse de la fertilité, diminution des ressources en eau et fragilisation des écosystèmes. Le renforcement des contrôles permet également d'améliorer la traçabilité des produits forestiers et de lutter contre les circuits illégaux. Cette orientation participe à l'alignement du Togo sur les standards internationaux en matière de gouvernance environnementale. Elle contribue aussi à renforcer la responsabilité des citoyens, des collectivités, des exploitants et de tous les acteurs impliqués dans la gestion des ressources naturelles.

Dans cette perspective, l'autorisation de coupe ne doit pas être perçue comme une contrainte inutile. Elle doit plutôt être comprise comme un outil de régulation, destiné à protéger un patrimoine commun. Couper un arbre peut parfois être nécessaire, notamment pour des raisons de sécurité, d'aménagement ou d'exploitation encadrée. Mais cette décision doit être prise dans le respect de la loi et dans une logique de préservation durable.

Planter, entretenir et protéger : une responsabilité collective

Si la campagne nationale de reboisement mobilise chaque année des milliers de Togolais autour de la mise en terre des plants, les spécialistes rappellent qu'un arbre planté n'est pas automatiquement un arbre sauvé. Planter est important, mais l'entretien reste déterminant. Sans suivi adéquat, une grande partie des jeunes plants risque de disparaître avant d'atteindre leur maturité.

L'arrosage régulier des plants, particulièrement pendant les périodes de faible pluviométrie, figure parmi les gestes essentiels. Il est également recommandé de désherber autour des jeunes arbres afin d'éviter la concurrence avec les mauvaises herbes pour l'eau, la lumière et les nutriments. Un jeune plant mal entretenu peut rapidement s'affaiblir, sécher ou être étouffé par la végétation environnante.

La protection contre les animaux en divagation représente un autre défi, notamment dans les zones rurales et périurbaines. Des dispositifs simples, comme des clôtures adaptées ou des protections autour des jeunes plants, peuvent contribuer à préserver les pousses. La prévention des feux de brousse demeure également indispensable. Chaque année, ces incendies détruisent de nombreuses plantations et compromettent les efforts consentis en matière de reboisement.

Enfin, le suivi régulier des plants permet d'identifier rapidement les sujets malades, fragilisés ou morts afin de prendre les mesures nécessaires. Il peut s'agir de renforcer l'arrosage, de remplacer les plants disparus, de protéger davantage les jeunes arbres ou d'améliorer les conditions de croissance. Le reboisement ne doit donc pas se limiter à une journée de mobilisation. Il doit s'inscrire dans la durée.

L'ambition du Togo de restaurer durablement son patrimoine forestier ne pourra être atteinte sans l'engagement de tous. Les pouvoirs publics ont un rôle central à jouer à travers la réglementation, le contrôle et la sensibilisation. Mais les citoyens, les collectivités locales, les associations, les écoles, les entreprises et les communautés demeurent les premiers acteurs de cette transformation.

Respecter les procédures avant d'abattre un arbre, participer aux campagnes de reboisement et veiller à l'entretien des plants constituent autant d'actions concrètes en faveur des générations futures. Car au-delà des chiffres et des objectifs, chaque arbre préservé ou accompagné jusqu'à sa maturité représente une contribution réelle à la protection de l'environnement.

Dans un contexte marqué par les bouleversements climatiques, apprendre à gérer durablement les ressources forestières n'est plus une option. C'est une nécessité pour construire un Togo plus résilient, plus responsable et plus vert.

LOMEGRAPH.COM

L'ACTUALITÉ TOGOLAISE EN UN CLIC !



NOS SERVICES

- Contenus promotionnels (Article, Publi-reportage, Interview exclusive, etc.)
- Couverture journalistique
- Publication de communiqués de presse
- Article / lien sponsorisé
- Insertion publicitaire
- Newsletter (Pub Mail)
- Flotte-pub WhatsApp
- Packages Spéciaux

+228 70 51 15 41

Lomegraph

SANTÉ

Conjonctivites : non, un simple regard ne peut pas vous contaminer

Au Togo, beaucoup de personnes parlent d'"Apollo" dès qu'un œil devient rouge. Pourtant, toutes les conjonctivites ne se ressemblent pas et ne se transmettent pas de la même manière.

Contrairement à une idée largement répandue, un simple regard ne peut pas transmettre une conjonctivite bactérienne. La contamination se fait essentiellement par contact, notamment avec des mains sales. Il existe principalement deux types de conjonctivites : la conjonctivite allergique et la conjonctivite bactérienne.

La conjonctivite allergique est liée aux allergies. En langage populaire, certaines personnes parlent d' "aclabie". Elle provoque généralement des démangeaisons importantes, une sensation de sable dans les yeux et pousse souvent le patient à se frotter constamment les yeux.

Plusieurs facteurs peuvent déclencher cette allergie, notamment la poussière, très présente en période d'Harmattan, mais aussi certains aliments comme les arachides, les œufs ou encore le lait.

Les spécialistes expliquent toutefois que chaque patient doit identifier lui-même son allergène. Chez certaines personnes, ce ne sera ni la poussière ni les aliments souvent cités, mais d'autres éléments spécifiques à leur environnement.

La conjonctivite bactérienne, quant à elle, est une infection causée par des bactéries. Les symptômes sont généralement plus visibles : yeux très rouges, sécrétions abondantes et paupières collées au réveil.



Mains sales, contamination : les gestes à éviter absolument

La conjonctivite bactérienne est très contagieuse, mais uniquement par contact.

Lorsqu'une personne infectée touche ses yeux puis serre la main d'une autre personne sans s'être lavé les mains, les bactéries peuvent facilement être transmises. Si cette seconde personne touche ensuite ses propres yeux, elle peut à son tour être contaminée.

Les spécialistes insistent : ce ne sont pas les regards qui transmettent la maladie, mais les mains sales et le manque d'hygiène.

Le risque augmente particulièrement pendant l'Harmattan, surtout dans les zones poussiéreuses du nord du pays. La poussière, associée aux mains sales et aux frottements répétés des yeux, favorise les infections oculaires. Les enfants sont particulièrement exposés. C'est pourquoi une éviction scolaire est souvent recommandée lorsqu'un enfant souffre d'une conjonctivite bactérienne.

Selon les professionnels de santé, certains parents continuent, malgré tout, d'envoyer leurs enfants à l'école afin de ne pas les garder à la maison. Pourtant, les jeux et les contacts entre camarades facilitent rapidement la propagation de la maladie dans les classes, puis dans les familles.

Le conseil principal reste donc simple : garder temporairement l'enfant à la maison jusqu'à sa guérison afin de limiter les contaminations.

Les adultes aussi doivent adopter les bons réflexes : se laver régulièrement les mains, éviter de toucher les yeux inutilement et bien nettoyer les mains avant et après l'application des médicaments oculaires.

Une bonne hygiène reste la meilleure protection contre la conjonctivite bactérienne.

Dr Jeanne TATA, Ophtalmologiste à L'Hopital Dogta-Lafiè Kara



Data7
Afrique

QUI SOMMES-NOUS ?

Data 7 est une agence spécialisée dans les domaines des données, du développement web et mobile, qui s'engage à accompagner ses clients dans leur transformation numérique. Nous offrons des solutions sur mesure et innovantes pour relever les défis du Big Data, de l'intelligence artificielle et du développement d'applications web et mobiles.

NOS SERVICES

Analyse et traitement de données :

Data 7 vous aide à exploiter tout le potentiel de vos données, en les transformant en informations précieuses pour la prise de décision stratégique.

Intelligence Artificielle (IA) et Machine learning :

Nos experts en IA et Machine learning conçoivent et déploient des modèles prédictifs pour optimiser vos processus métier, anticiper les tendances et améliorer l'expérience utilisateur.

Développement Web :

Nous créons des sites web modernes, fonctionnels et responsive qui s'adaptent à tous les types d'écrans, mettant en avant votre marque et valorisant vos services auprès de vos clients.

Maintenance et support technique :

Data 7 assure un support continu pour garantir la performance, la sécurité et l'évolutivité de vos solutions numériques, tout en restant à l'écoute de vos besoins et de vos évolutions.

Développement d'applications mobiles :

Data 7 conçoit et développe des applications mobiles innovantes et conviviales pour iOS et Android, vous permettant de toucher un public plus large et d'offrir une expérience utilisateur exceptionnelle.

Cloud computing et hébergement :

Nous proposons des solutions d'hébergement fiables, sécurisées et évolutives pour vos applications web et mobiles, ainsi que des services d'intégration et de gestion du cloud.

Conseil et stratégie numérique :

Nos consultants vous accompagnent dans l'élaboration de stratégies numériques adaptées à votre secteur et à vos objectifs, en identifiant les opportunités de croissance et en mettant en place des plans d'action efficaces.

contacts :
+228 **92 15 24 39**
data7afrique@gmail.com

SPORT Les Éperviers du Togo retrouvent-ils enfin le chemin du ciel !

Bien chers lecteurs du magazine Togo Émergent, pour ce mois de juin, nous ne pouvons passer sous silence les prestations des Éperviers du Togo lors de leur fenêtre FIFA au Maroc.

Pendant longtemps, le football togolais a ressemblé à un grand navire perdu dans le brouillard. Un bateau solide par son histoire, riche par ses talents, mais incapable de retrouver le phare qui devait le guider vers les grandes compétitions africaines. Les années ont passé, les désillusions se sont accumulées, les campagnes qualificatives se sont succédé avec leur lot de regrets et d'occasions manquées.

Mais parfois, dans les traversées les plus difficiles, une lumière apparaît à l'horizon. Les journées FIFA de juin 2026 ont peut-être offert au peuple togolais bien plus que des résultats sportifs. Elles ont laissé entrevoir une direction, une méthode et surtout une lueur d'espoir. Avec un match nul encourageant face à la République centrafricaine (1-1) puis une démonstration de force contre le Bénin (5-1), les Éperviers ont envoyé un message : quelque chose est peut-être en train de naître.

Reste maintenant à savoir si cette éclaircie est passagère ou si elle annonce véritablement l'arrivée d'un nouveau printemps pour le football togolais.



Un premier test révélateur face à la Centrafrique

Le premier rendez-vous de cette fenêtre FIFA n'a pas offert la victoire aux Togolais. Pourtant, il a livré des enseignements précieux. Menés à la 26e minute après une réalisation de Goduine Koyalipou, les hommes de Patrice Neveu auraient pu sombrer comme cela a souvent été le cas ces dernières années. Au contraire, ils ont montré un visage plus mature.

La première période fut hésitante. Le bloc togolais manquait de fluidité, les déplacements offensifs étaient parfois approximatifs et les automatismes encore fragiles. Mais la seconde période a raconté une autre histoire.

Comme un moteur diesel qui met du temps à chauffer avant d'atteindre sa pleine puissance, les Éperviers ont progressivement pris le contrôle du match. L'entrée de nouveaux joueurs a apporté davantage de rythme, de mobilité et de créativité. À l'heure de jeu, Karim Dermane servait parfaitement Kevin Denkey qui égalisa avec sang-froid.

Au-delà du score final, c'est surtout la réaction collective qui mérite d'être soulignée. Le Togo n'a pas paniqué. Il a construit son retour avec patience et méthode.

Cette capacité à revenir dans un match est souvent l'une des caractéristiques des équipes qui grandissent.

Le récital face au Bénin

Quatre jours plus tard, les Éperviers ont offert un spectacle que les supporters attendaient depuis longtemps. Pourtant, tout avait mal commencé. Après seulement cinq minutes de jeu, le Bénin ouvrait le score et semblait prêt à compliquer la soirée togolaise.

Mais cette fois encore, la réaction fut immédiate. Les Togolais ont pris possession du ballon, multiplié les offensives et progressivement étouffé leur adversaire. L'égalisation obtenue avant la pause a servi de déclic. La seconde période s'est transformée en véritable festival offensif. Arnaud Komlavi, Dakonam Djene, Kevin Denkey et Fo-Doh Laba se sont successivement illustrés pour porter le score à 5 buts à 1.

Au-delà du résultat spectaculaire, plusieurs éléments méritent d'être retenus. D'abord, la capacité de l'équipe à produire du jeu offensif. Ensuite, l'intégration réussie de plusieurs jeunes joueurs issus du championnat national. Enfin, la profondeur d'effectif que Patrice Neveu tente de construire depuis plusieurs mois. Cette victoire représente la plus large obtenue sous l'ère Neveu. Elle ne garantit rien pour l'avenir, mais elle constitue un signal fort.



Kevin Denkey, le visage de cette nouvelle dynamique

S'il fallait désigner un symbole de cette fenêtre FIFA, le nom de Kevin Denkey s'impose naturellement. Avec quatre buts en quatre matchs sous les ordres de Patrice Neveu, l'attaquant togolais s'affirme comme l'arme offensive numéro un des Éperviers.

Ce qui impressionne le plus chez lui n'est pas uniquement son efficacité devant les buts. C'est sa mentalité. À chaque prise de parole, Denkey met le collectif au-dessus des performances individuelles. Une attitude précieuse dans une sélection qui cherche encore à reconstruire son identité.

Les grandes équipes africaines ont toujours possédé des leaders techniques capables d'inspirer leurs partenaires. Le Togo semble avoir trouvé l'un des siens.



Patrice Neveu construit pierre après pierre



Dans le football moderne, les résultats immédiats masquent parfois le travail de fond.

Patrice Neveu semble avoir choisi un autre chemin. Depuis plusieurs mois, le technicien français multiplie les observations, teste de nouveaux profils et élargit progressivement son groupe. Son projet ressemble davantage à un chantier de construction qu'à une opération de réparation rapide.

Face à la Centrafrique comme contre le Bénin, il a continué à donner leur chance aux jeunes joueurs issus du championnat national. Djibril Bastou, Arnaud Komlavi ou encore Mouhamed Kpelafia représentent cette nouvelle génération appelée à prendre progressivement ses responsabilités. Une chose est sûre, l'avenir des Éperviers ne pourra pas reposer uniquement sur les expatriés. La réussite passera aussi par le développement du football local.

Les raisons d'y croire

Depuis mars, le Togo reste invaincu. Deux victoires, deux matchs nuls. Quatre rencontres sans défaite. Les statistiques ne font pas tout, mais elles traduisent une évolution positive.

Plusieurs signaux encouragent les observateurs : une meilleure organisation collective ; une animation offensive plus dynamique ; une concurrence saine entre les joueurs ; une intégration progressive des jeunes et une confiance retrouvée. Longtemps, les Éperviers donnaient l'impression de jouer avec le poids de leurs échecs passés sur les épaules. Aujourd'hui, cette équipe semble plus légère. Plus libre. Plus ambitieuse.

Ce qui doit encore être amélioré

Attention toutefois à ne pas céder à l'euphorie. Les matchs amicaux sont des laboratoires, pas des examens finaux. Plusieurs insuffisances demeurent. La concentration défensive reste perfectible. Les deux buts encaissés contre la Centrafrique et le Bénin sont venus rappeler que certaines erreurs individuelles coûtent encore cher.

L'efficacité offensive, malgré les cinq buts inscrits face au Bénin, peut également progresser. Le Togo se crée souvent davantage d'occasions qu'il n'en convertit. Enfin, l'équipe doit apprendre à maintenir son intensité pendant quatre-vingt-dix minutes. Face aux grandes nations africaines, les temps faibles se paient comptant.

Comment remettre durablement le Togo sur l'échiquier continental ?

La question est désormais centrale. Comment faire du Togo un candidat crédible aux phases finales de la CAN ? La première réponse concerne la stabilité. Pendant trop longtemps, le football togolais a souffert des changements incessants, des crises internes et des projets interrompus avant leur maturation. Il faut laisser le temps au projet actuel de grandir.

La deuxième priorité concerne la formation. Le pays dispose d'un immense réservoir de talents. Cependant, beaucoup de jeunes disparaissent avant d'atteindre le haut niveau faute d'encadrement adéquat. Investir dans les centres de formation et les compétitions de jeunes doit devenir une priorité nationale.

Troisièmement, le championnat local doit gagner en compétitivité. Les meilleures sélections africaines s'appuient toujours sur des championnats capables de produire régulièrement des joueurs prêts pour l'équipe nationale. Enfin, le public togolais doit redevenir le douzième homme.

Le soutien populaire est une énergie invisible mais déterminante. Les joueurs ont besoin de sentir que tout un peuple marche derrière eux.

Septembre, le véritable début de l'histoire

Le match contre le Burundi, prévu en septembre dans le cadre des éliminatoires de la CAN 2027, constituera le premier véritable test. Puis, viendra celui contre la Zambie. Deux rendez-vous qui permettront de mesurer la réelle progression des Éperviers. Les matchs amicaux ont permis de poser les fondations.

Le football togolais ressemble aujourd'hui à un aigle qui a longtemps volé sous les nuages de la déception. Pendant des années, ses ailes semblaient lourdes, freinées par les blessures du passé et les occasions manquées. Mais au Maroc, en ce mois de juin, quelque chose a changé.

Pas encore une révolution. Pas encore une qualification. Pas encore une certitude. Simplement un souffle. Un vent nouveau. Celui qui gonfle les ailes avant les grands voyages. Les Éperviers n'ont pas encore retrouvé les sommets du continent. Mais pour la première fois depuis longtemps, ils donnent l'impression de savoir dans quelle direction ils veulent voler.

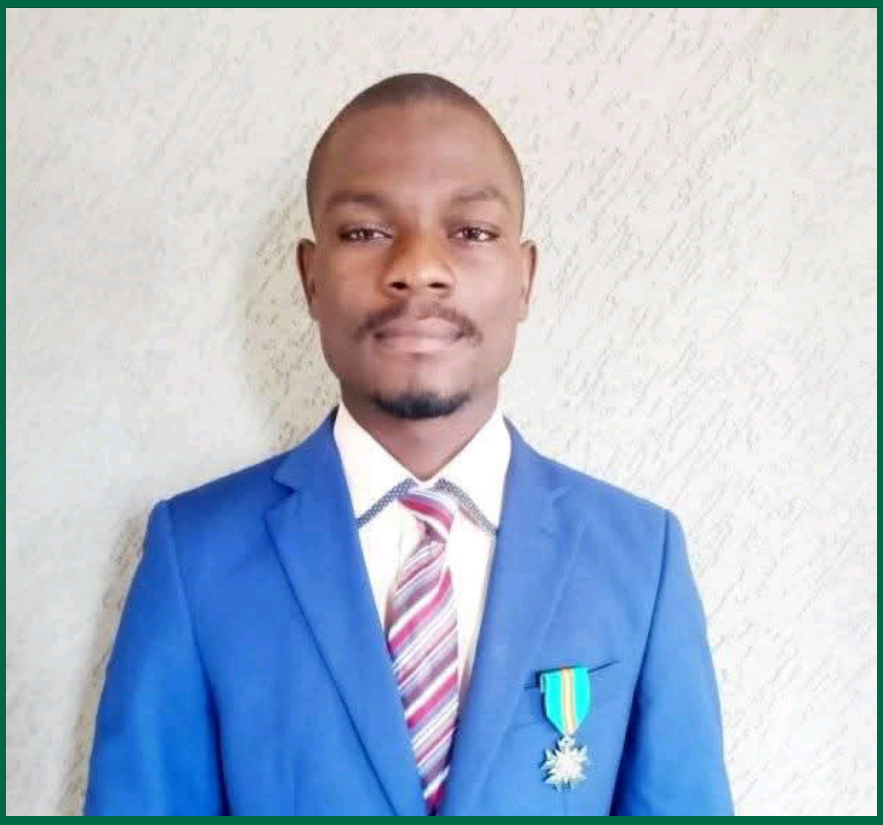
Et parfois, dans le football comme dans la vie, le plus important n'est pas seulement d'apercevoir la destination. C'est de retrouver la route qui y mène.



PORTRAIT

Edouard Akakpo-Lado, le bâtisseur de solutions made in Togo

Ingénieur, inventeur et entrepreneur, Edouard Akakpo-Lado incarne cette génération de Togolais qui transforment les défis du quotidien en solutions concrètes. De ses premiers prototypes d'adolescent à ses innovations en électromécanique et en énergie durable, il trace le parcours d'un bâtisseur convaincu que l'Afrique peut produire ses propres réponses.



L'innovation est souvent présentée comme le moteur du développement des nations. Pourtant, derrière chaque invention se cache une histoire faite de curiosité, de persévérance et parfois de sacrifices. Au Togo, de nombreux talents œuvrent dans l'ombre pour imaginer des solutions adaptées aux défis locaux, notamment dans les domaines de la technologie, de l'énergie et du développement durable.

Dans un atelier de Lomé, entre des structures métalliques en cours d'assemblage, des panneaux solaires et des prototypes de machines agricoles, Edouard Akakpo-Lado poursuit un rêve qui l'habite depuis l'adolescence : inventer des solutions capables de répondre aux besoins de sa communauté. Ingénieur en électromécanique, entrepreneur, chercheur et inventeur, il fait partie de cette génération de jeunes Africains qui ont décidé de ne pas attendre que les solutions viennent d'ailleurs.

Le déclic à l'adolescence

Son histoire commence pourtant de manière assez banale. Né et ayant grandi à Lomé, il effectue son parcours scolaire dans les établissements de la capitale. Mais derrière l'élève studieux se cache déjà un esprit qui refuse les réponses toutes faites.

Le déclic survient en classe de troisième. Ce jour-là, le professeur enseigne les lois de la physique. Edouard écoute attentivement. Puis, en rentrant chez lui, une question le taraude : comment comprendre la science sans la voir à l'œuvre ? Pour lui, les équations tracées au tableau ne suffisent pas. Alors, il décide de reproduire lui-même les expériences étudiées en cours.

À partir de simples schémas trouvés dans les manuels scolaires, il fabrique des maquettes et des dispositifs de démonstration qu'il apporte ensuite en classe. Pendant que ses camarades mémorisent les leçons, lui tente déjà de leur donner vie. Mais un autre événement va marquer durablement son imaginaire.

Un après-midi, alors qu'il révise un cours sur la chute des corps, un avion traverse le ciel au-dessus de sa tête. La contradiction lui saute aux yeux. Comment un engin aussi lourd peut-il rester suspendu dans les airs alors que son manuel affirme que tout corps lancé en l'air finit par retomber ? « J'ai fermé mon cahier et j'ai regardé l'avion », raconte-t-il. Cette scène, presque anodine, devient le point de départ d'une obsession : comprendre les mécanismes du vol, les moteurs, l'aérodynamique et l'histoire de l'aviation. Très vite, il se met à fabriquer des miniatures d'avions, d'hélicoptères et de bateaux fonctionnant grâce à de petits panneaux solaires. À cette époque, ses modèles réduits sont davantage des terrains de jeu que de véritables projets industriels. Mais derrière l'amusement se cache déjà une curiosité scientifique insatiable.

L'autre moteur de cette passion porte des noms célèbres : Newton, Galilée, Lavoisier, Edison ou encore Einstein. Pendant des années, Edouard dévore les biographies des grands inventeurs. Il s'émerveille devant leurs découvertes, mais une question revient sans cesse : pourquoi n'entend-on presque jamais parler d'inventeurs africains dans les manuels scolaires ?

interrogation devient une source de motivation supplémentaire. « Un jour, je veux que le nom d'un inventeur togolais soit aussi cité », se promet-il.

Au lycée Tokoin-Est, où il poursuit ses études, il se distingue rapidement. Lors des semaines culturelles, l'établissement lui confie l'animation des journées scientifiques. Il crée alors un club baptisé « Albert Einstein », où les élèves se réunissent pour discuter de science et de technologie. Puis arrive l'année 2012, un tournant majeur dans son parcours.

Alors qu'il est en terminale D, il reçoit une invitation pour participer à un salon des inventeurs togolais organisé à Tsévié. C'est là qu'il découvre pour la première fois des innovations conçues pour résoudre des problèmes concrets du quotidien : décortiqueuses de riz, râpeuses de manioc, machines agricoles ou encore le célèbre Foufou Mix. Cette rencontre change sa vision de l'innovation. Jusqu'alors, il fabriquait surtout par passion. Désormais, il veut créer des outils utiles.



Joindre l'agréable à l'utile

À son retour, Edouard imagine sa première véritable invention : une machine capable de piler les noix de palme et d'en extraire directement le jus ou l'huile rouge. Baptisée Melinox, cette machine marque le début d'une longue série de créations. Suivront notamment un concasseur de noix palmistes, une décortiqueuse d'arachides et plusieurs autres équipements destinés à faciliter le travail des producteurs.

Après l'obtention de son baccalauréat, Edouard Akakpo-Lado s'inscrit en physique à l'Université de Lomé. Mais l'expérience tourne court. À ses yeux, l'enseignement y est trop théorique et ne laisse pas suffisamment de place à la pratique. Il décide alors de quitter l'université et consacre une année à développer les prototypes de ses futures inventions, notamment des pileuses de noix de palme, des concasseurs de noix palmistes et des décortiqueuses d'arachides.

En parallèle, il poursuit ses recherches afin de trouver une formation davantage en adéquation avec ses aspirations. Sa quête le conduit, en 2013, vers une université privée proposant un BTS en électromécanique. Cette fois, il trouve exactement ce qu'il recherchait : des ateliers, des moteurs à démonter, des travaux de soudure, d'hydraulique et de pneumatique. En somme, l'opportunité de mettre enfin les mains dans le cambouis et de donner une dimension concrète à sa passion pour la technologie.

Au-delà de sa formation en mécanique, Akakpo-Lado bénéficie de plusieurs formations entrepreneuriales. FAIEJ, YALI Dakar, Tony Elumelu Foundation, Ashoka Changemakers ou encore l'ambassade des États-Unis enrichissent progressivement son parcours. Car, pour lui, une bonne invention ne suffit pas ; encore faut-il savoir la transformer en projet viable. Comme beaucoup d'innovateurs africains, il se heurte rapidement à un obstacle de taille : le financement. Ses premières réalisations naissent grâce au « love money », ces petites sommes prêtées ou offertes par des proches convaincus de son potentiel. Dix mille francs par-ci, quinze mille francs par-là. Assez pour acheter quelques matériaux et construire un prototype.

La suite repose sur les expositions qui débouchent sur des commandes, les appels à projets et les programmes d'accompagnement. En 2018, il décroche notamment un financement de 5 000 dollars dans le cadre du programme Tony Elumelu. Une aide précieuse qui lui permet de développer davantage ses activités.

Parmi toutes ses inventions, une occupe une place particulière dans le cœur d'Akakpo-Lado : le foyer amélioré. Conçu à partir de déchets de charbon recyclés, cet équipement réduit la consommation de combustible, diminue les dépenses des ménages et contribue à limiter la déforestation. Une innovation à la croisée de la technologie et de l'écologie.

C'est d'ailleurs cette préoccupation environnementale qui l'amène à créer l'Association des jeunes pour la promotion des énergies renouvelables et du développement durable (AJPER2D). Au fil des années, il devient également l'un des acteurs togolais engagés dans la promotion du charbon écologique. Son travail attire l'attention d'organisations internationales spécialisées dans la lutte contre le changement climatique, qui le considèrent aujourd'hui comme une référence dans ce domaine au Togo.

Les distinctions viennent rapidement saluer son travail. Lauréat du prix du Salon international de l'agriculture et de l'agroalimentaire de Lomé (SIALO) en 2014 puis en 2016, Edouard Akakpo-Lado voit sa notoriété grandir au sein de l'écosystème de l'innovation togolais. En 2016, il décroche également un prix de l'innovation africaine, une récompense qui lui ouvre les portes d'une représentation du Togo au Botswana. La même année, il intègre le prestigieux réseau des Alumni de YALI Dakar, programme de formation destiné aux jeunes leaders africains.

La consécration intervient en 2019 lorsqu'il est fait « Chevalier de l'Ordre national du mérite », une distinction qui lui est décernée par Faure Essozimna Gnassingbé, alors président de la République togolaise, en reconnaissance de sa contribution à l'innovation et au développement technologique du pays.

Travailler pour sa vision

Toutes ces distinctions, Edouard Akakpo-Lado ne les voit pas comme un aboutissement et compte aller bien plus loin. À travers le Centre de recherches, d'inventions et d'innovations technologiques (CRIIT Lado Concept), il nourrit une ambition encore plus vaste : créer un véritable centre de formation où les jeunes pourront apprendre à concevoir et fabriquer des machines adaptées aux réalités africaines. Son ambition est de transmettre le savoir-faire technologique plutôt que de dépendre éternellement des solutions importées.

Aujourd'hui encore, les projets s'accumulent dans son atelier. Une voiture électrique revisitée. De nouveaux équipements solaires. Une cabine autonome permettant de recharger téléphones et ordinateurs grâce à l'énergie solaire, même dans les zones rurales, figure parmi ses prochaines œuvres qu'il compte bientôt présenter au public togolais.

À l'écouter, l'impression est la même : les idées débordent plus vite que les financements. Pourtant, il reste fidèle à la philosophie qui l'accompagne depuis l'adolescence : travailler, persévérer, continuer. Car derrière l'inventeur se cache un homme convaincu que chaque génération a le devoir d'apporter sa pierre à l'édifice.

À la jeunesse, Edouard Akakpo-Lado adresse un message simple : travailler, persévérer et ne jamais cesser d'apprendre. Pour lui, les opportunités n'ont jamais été aussi nombreuses. L'essor des nouvelles technologies, et plus récemment celui de l'intelligence artificielle, ouvre des perspectives inédites et met à la portée des jeunes des outils que n'avaient pas leurs aînés. À cela s'ajoutent les nombreux programmes d'accompagnement, concours et financements proposés par des organismes nationaux et internationaux. Encore faut-il prendre le temps de s'informer et de saisir ces opportunités.

L'inventeur togolais estime toutefois que l'une des erreurs de la nouvelle génération est d'associer trop rapidement l'entrepreneuriat à l'enrichissement ou au succès immédiat. À ses yeux, entreprendre consiste avant tout à identifier un problème et à proposer une solution utile à la communauté. C'est dans cette capacité à répondre aux besoins du quotidien que les jeunes peuvent, selon lui, trouver leur voie, construire des projets durables et, à terme, créer leur propre réussite.

Lorsqu'Edouard Akakpo-Lado évoque l'avenir, son ambition se résume à cette phrase : dans cent ans, il espère que quelqu'un tombera sur son nom comme lui-même est tombé, autrefois, sur ceux de Galilée, Einstein ou Edison. L'histoire dira s'il y parvient. Mais une chose est certaine : depuis ce jour où un avion a traversé le ciel de Lomé sous les yeux d'un collégien perplexe, Edouard Akakpo-Lado n'a jamais cessé de courir après les mystères qui font avancer le monde.



TECH

L'intelligence artificielle, nouvelle recrue du Mondial 2026

À quelques semaines du coup d'envoi de la Coupe du monde organisée conjointement par les États-Unis, le Canada et le Mexique, l'intelligence artificielle s'est imposée comme l'un des acteurs invisibles mais décisifs de la compétition. Décryptage d'une révolution silencieuse.



Le football, sport longtemps réputé pour sa résistance aux innovations technologiques, opère aujourd'hui une mue profonde. Après la vidéo-arbitrage et la goal-line technology, c'est désormais l'intelligence artificielle qui s'invite sur les pelouses et dans les régies. L'édition 2026, première à réunir quarante-huit équipes, servira de vitrine mondiale à ces outils dont l'usage s'est généralisé en quelques saisons à peine.

L'arbitrage assisté à un nouveau palier

La principale avancée concerne l'arbitrage. Le hors-jeu semi-automatisé, déjà expérimenté lors des derniers grands tournois, repose sur un réseau de caméras de suivi qui calcule en temps réel la position des joueurs. Le système, alimenté par des algorithmes d'analyse d'image, génère une alerte que l'arbitre vidéo valide ensuite. L'objectif affiché : réduire le temps de décision et limiter les contestations. Là où certaines vérifications duraient plusieurs minutes, les instances dirigeantes promettent désormais des verdicts en quelques secondes.

Cette accélération n'est pas sans susciter des débats. Si la précision technique progresse, des observateurs s'interrogent sur la part d'interprétation humaine qui subsiste et sur le risque d'une mécanisation excessive du jeu. La question de la transparence des algorithmes, qui décide et selon quels critères?, demeure largement ouverte.

La donnée au cœur de la performance

Au-delà de l'arbitrage, c'est l'ensemble de la préparation sportive qui se trouve transformé. Les sélections nationales s'appuient désormais sur des plateformes capables de traiter des volumes considérables de données : déplacements des joueurs, fréquences cardiaques, schémas de passes, taux de réussite face à tel ou tel adversaire. L'IA ne se contente plus de compiler ces informations ; elle les interprète et formule des recommandations tactiques.

Les staffs techniques utilisent ces modèles pour anticiper le comportement d'une équipe rivale, identifier ses fragilités ou ajuster un plan de jeu à la mi-temps. La prévention des blessures bénéficie également de ces analyses, les algorithmes signalant les signes de fatigue avant qu'une lésion ne survienne. Pour des athlètes soumis à un calendrier toujours plus dense, l'enjeu est considérable.

L'expérience du spectateur réinventée

Le public n'est pas en reste. Diffuseurs et organisateurs misent sur l'IA pour enrichir le récit du match : statistiques personnalisées, résumés automatisés, commentaires adaptés à chaque marché linguistique. Des outils de traduction instantanée et de génération de contenus permettent de toucher une audience planétaire dans des délais inédits. La frontière entre information sportive et divertissement technologique s'estompe progressivement.

Des promesses, mais aussi des garde-fous

Cette omniprésence soulève néanmoins des interrogations légitimes. La collecte massive de données biométriques pose la question de la protection de la vie privée des joueurs. La fiabilité des systèmes, leur vulnérabilité aux pannes ou aux manipulations, ainsi que le coût d'accès à ces technologies, qui pourrait creuser l'écart entre fédérations riches et modestes, appellent une vigilance accrue.

Les instances internationales devront, à terme, encadrer ces usages pour préserver l'équité sportive, valeur cardinale du football. Car si la machine éclaire la décision, elle ne saurait s'y substituer entièrement. Au cours de ce Mondial élargi, une certitude s'impose : l'intelligence artificielle n'est pas une simple spectatrice. Elle accompagnera chaque action, chaque choix, chaque ralenti. Reste à savoir si ce compagnon algorithmique servira la beauté du jeu ou s'il en transformera durablement la nature. La compétition de 2026 apportera peut-être les premiers éléments de réponse.

Mandi's @frica Network

NOTRE MISSION

Nous nous engageons à offrir à nos clients des solutions sur mesure, gage d'efficacité et rentabilité.

Grâce à notre flexibilité, nous les positionnons de manière optimale sur leur marche. En outre, notre vocation est de cultiver un leadership performant et innovant, insufflant ainsi une dynamique positive au sein de leur organisation.

NOS SERVICES

- Gestion de Projets
- Sondages & Etudes de marchés
- Trade Marketing
- Diagnostic Organisationnel
- Developpement d'Affaires



Mandi's @frica Network

www.mandisafrica.pro
contact@mandisafrica.pro
+228 70775555

IMMERSION

Yohonou, le village togolais qui abrite le plus grand marteau d'Afrique



Il existe au Togo des lieux que les cartes ne signalent pas, des villages que les guides touristiques oublient, et pourtant des endroits où l'histoire s'est arrêtée pour laisser une trace indélébile. Yohonou est l'un d'eux. Bienvenue dans ce nouveau numéro Immersion du magazine Togo Émergent, celui qui vous emmène là où peu de regards se posent, au cœur des réalités et des richesses in soupçonnées de notre pays.



Tout commence avec un forgeron et une légende

Il faut quitter Lomé, rouler vers le sud-est, traverser des paysages discrets de la région maritime, et s'arrêter à une trentaine de kilomètres au nord d'Aného. Au cœur du village de Yohonou, niché dans le canton de Dzrékpo, préfecture de Vo, trône un impressionnant marteau en acier inoxydable. Un monument qui ne ressemble à aucun autre sur le continent.

Avant d'être le village du grand marteau, Yohonou est d'abord une cité de forgerons dont l'histoire remonte à des temps très anciens. Tout commence avec un homme nommé Kankoé, issu de la collectivité Atsougban, qui serait né avec un marteau et de l'herbe en main, signe prémonitoire d'un destin exceptionnel. Très tôt, il se distingue par sa maîtrise du travail du fer : il réparait les fusils, fabriquait des outils et confectionnait des lames artisanales. Son habileté devient si grande que les habitants orientaient les visiteurs vers son atelier en disant : Yi yɔxɔnu géma, ce qui signifie "allez là-bas à la forge, vous serez servis". C'est de cette expression qu'est né le nom Yɔxɔnu, devenu Yohonou.

Yohonou appartient à cette géographie ancienne du feu et du métal, au même titre que Bassar, Kabou ou Tado, où la forge ne relève pas seulement d'un métier, mais d'un savoir, d'un héritage et d'une identité collective. Dans ces sociétés précoloniales, le forgeron n'était pas un simple artisan. Il était détenteur d'un savoir précieux, capable de transformer la matière brute en outils agricoles, en armes, en objets du quotidien. Par son travail, il structurait la vie des communautés entières.

19 tonnes d'acier venues d'Allemagne pour honorer l'Afrique

En 2006, cette mémoire ancestrale reçoit une reconnaissance spectaculaire et inattendue. Le marteau d'Afrique est dédié à tous les forgerons du continent africain. Il a été forgé en 2004 par les usines d'acier inoxydable Buderus en Allemagne, selon un modèle de marteau provenant du village de Yohonou lui-même. L'idée et la conception sont signées Andreas Rimkus, artiste-forgeron allemand. Pesant 19 tonnes, il est placé à Yohonou le 16 avril 2006. Un arbre fut planté dans le trou du marteau géant, destiné à former le manche naturel lorsqu'il aura grandi.

Le monument s'inscrit dans un projet international visant à ériger sept marteaux géants sur différents continents. Celui de Yohonou représente ainsi le marteau du continent africain. L'originalité de l'œuvre réside dans sa mise en scène, avec un flamboyant majestueux dont la silhouette naturelle complète le monument avec une remarquable harmonie visuelle. Un arbre et un bloc d'acier qui dialoguent, la nature et l'industrie, l'Afrique et l'Europe, le passé et le présent.

Un trésor national à portée de tous

Le marteau d'Afrique attire chaque année davantage de visiteurs, togolais comme étrangers, curieux, chercheurs et amoureux du patrimoine. Yohonou n'est plus seulement un village de forgerons, c'est désormais un symbole, une adresse que l'on se transmet, un lieu qui raconte le génie africain avec une force rare. Découvrir Yohonou, c'est redécouvrir une part essentielle du patrimoine togolais. C'est se rappeler que derrière certaines localités discrètes se cachent parfois de grandes pages de civilisation.

À très bientôt pour une nouvelle découverte,





FIFA

NEW WORLD TV

DIFFUSEUR OFFICIEL



NOUS SOMMES NEW WORLD TV

NOUS SOMMES FIFA™

11 JUIN AU 19 JUILLET

COUPE DU MONDE FIFA 2026™

VOUS ALLEZ KIFFER SUR NEW WORLD SPORT

@NEWWORLDSPORT



COUPE DU MONDE DE LA FIFA 2026™
VOUS ALLEZ KIFFER SUR NEW WORLD SPORT

NOUS SOMMES
NEW WORLD TV
NOUS SOMMES 26